



PLAINE DU VAR

Ecovallée: le conseil d'administration maintenu



Le conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement de l'OIN ne sera pas reporté, en dépit de la demande de MM. Tornatore, Testi et Piel. (Photos Philippe



Lambert et Vincent Rossotti)

À nouveau gouvernement, nouveau préfet. Rien de surprenant au changement en cours.

La question de son impact sur le projet d'Opération d'Intérêt National Plaine du Var se pose chez ceux qui souhaiteraient en voir modifier la teneur.

Le départ de Michel Drevet et l'attente de l'installation de Christophe Mirmand a amené trois élus à demander, sans succès, le report du conseil d'administration de ce jour de l'établissement public d'aménagement (EPA) de l'OIN.

Les maires du Broc et de Gattières, Émile Tornatore, Jean-Pierre Testi, et Gérard Piel, conseiller régional, ont écrit le 16 juillet dernier à Christian Tordo, président de l'EPA. Qui a répondu catégoriquement par la

négative (*voir ci-dessous*).

Au-delà du changement de représentant de l'État, ils s'appuient surtout sur le changement de politique gouvernementale pour tenter de faire entrer plus de concertation dans le projet d'OIN.

« C'est une remise à plat complète de la procédure qui doit être actée » écrivaient-ils. *« Elle permettrait un grand débat public, une révision générale des actions proposées avec de nouvelles priorités. Par exemple, la protection des terres agricoles, la place et le nombre des logements sociaux, le développement des transports collectifs, les équipements publics. Mais aussi quel traitement des déchets, et quelle énergie ? »*

Cette refonte s'impose logiquement, selon les pétitionnaires, pour *« intégrer les nouvelles priorités nationales du nouveau gouvernement. »*

Consulté par ailleurs, Émile Tornatore ajoute : *« Nous savons que ce gouvernement attache une importance particulière aux OIN dont a été particulièrement chargée Cécile Duflot... Avant d'engager une décision, il faudrait attendre que se mettent en place une réflexion et une volonté politique nouvelles... »*

L'urgence d'attendre

Le courrier demandait donc de *« prendre le temps nécessaire du débat, de la concertation, de l'écoute des habitants de notre département afin que ce projet porte leurs aspirations. »*

Ceci d'autant que, toujours selon Émile Tornatore, *« tenir un conseil d'administration pour lequel on ne pourrait pas prendre de décision sans le préfet serait absurde »*.

Et de conclure sur une note plus sociale, liée au personnel : *« Nous vous demandons de bien vouloir nous informer sur sa situation, la presse s'étant fait l'écho de procédés graves et pour le moins inquiétants. »*

VALÉRIE ALLASIA

vallasia@nicematin.fr



Christian Tordo, président de l'EPA, a jugé

l'argument irrecevable. (Photo)

« Le conseil d'administration se tiendra à 14 h 30 comme prévu. L'argument avancé, le changement de préfet, n'est pas recevable car celui-ci ne siège pas au conseil, sauf s'il le juge utile. La continuité de l'État liée au changement de majorité nationale n'est pas remise en question puisqu'il y est représenté par 8 membres sur les 26 administrateurs. En outre, l'EPA, s'il prend acte des politiques de l'État, prend aussi en compte les souhaits des collectivités territoriales. Elles sont majoritairement en faveur des décisions de l'EPA, et ont été validées également par la Région, dont le représentant PS a approuvé le protocole de partenariat avec les voies issues de l'UMP... Ont voté contre les élus du Front de Gauche, dont sont issus les pétitionnaires, et EELV. Leurs représentants aux Législatives, qui étaient contre l'OIN, ont perdu... Accéder à leur demande serait aussi un manque de respect pour le reste des représentants. Ils ne représentent pas non plus la position de l'État telle qu'elle est exprimée par le PS...» Christian Tordo: « Le préfet n'est pas membre du conseil »